

*Le libéralisme économique et les pays sous-développés* (Études sur l'évolution d'une idée), par FRÉDÉRIC CLAIRMONTE. (Collection « Études d'histoire économique, politique et sociale », n° XXIII). Un vol., 6½ po. x 10, broché, 361 pages — LIBRAIRIE DROZ, Genève, 1958

Camille Martin

Volume 35, numéro 2, juillet–septembre 1959

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001473ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001473ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, C. (1959). Compte rendu de [*Le libéralisme économique et les pays sous-développés* (Études sur l'évolution d'une idée), par FRÉDÉRIC CLAIRMONTE. (Collection « Études d'histoire économique, politique et sociale », n° XXIII). Un vol., 6½ po. x 10, broché, 361 pages — LIBRAIRIE DROZ, Genève, 1958]. *L'Actualité économique*, 35(2), 352–353. <https://doi.org/10.7202/1001473ar>

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1959

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Mais, malgré ces dernières remarques, il n'en reste pas moins que l'ouvrage a une valeur incontestable. Il est fort probable que cette recherche demeure encore longtemps unique en son genre; bien peu d'universitaires consentiraient à s'imposer ce à quoi l'auteur a consenti pendant plusieurs années. Il ne fait pas de doute, par ailleurs, que cette étude saura particulièrement intéresser les milieux de l'enseignement et profiter aux gens d'action. Ce ne serait là qu'un juste tribut.

Léonard Fournier

**Le libéralisme économique et les pays sous-développés** (Études sur l'évolution d'une idée), par FRÉDÉRIC CLAIRMONTE. (Collection «Études d'histoire économique, politique et sociale», n° XXIII). Un vol., 6½ po. × 10, broché, 361 pages. — LIBRAIRIE DROZ, Genève, 1958.

Cet ouvrage examine, dans un esprit scientifique affranchi de tout parti pris, l'incidence des thèses de la théorie du libéralisme économique sur les problèmes de croissance des pays sous-développés. Il montre pourquoi les principaux théoriciens du mécanisme des prix considèrent ce dernier comme un catalyseur insuffisant à créer l'élan et à maintenir la cadence de la croissance économique. Il retrace enfin les enchaînements historiques qui ont abouti à la désintégration du mécanisme des prix et indique les facteurs qui ont contribué à la mise en doute de sa primauté dans certains pays et à son éclipse dans d'autres. Ainsi, le triomphe du planisme, observé dans les pays sous-développés, apparaît non pas comme une simple réaction xénophobe due à un récent statut colonial, bien que ce facteur puisse avoir joué son rôle, mais plutôt comme la solution la plus rapidement efficace des énormes problèmes socio-démographiques que ces régions doivent résoudre sans plus tarder. Les automatismes de la formation des prix semblent en effet incapables d'assurer, dans le délai requis, la répartition optimale des ressources disponibles, à moins d'être soutenus par le planisme.

La rétrospective historique par laquelle débute l'ouvrage, doit dégager de quelle façon le libéralisme économique intégral britannique faisait partie de la superstructure idéologique de l'économie britannique dans l'ère post-napoléonienne et en traduisait la supériorité technologique; on a cherché à voir dans quelle mesure ce libéralisme intégral était le reflet des changements rapides en train de se produire au sein de la société britannique, et pourquoi il correspondait aux conditions historiques et institutionnelles inhérentes à cette époque. Les théoriciens libéraux ont prétendu que la période antérieure à 1914 «s'insérait harmonieusement dans le cadre des conceptions libérales». Les supposés «succès remarquables» du capitalisme sont néanmoins fort sujets à caution, surtout dans les territoires coloniaux et les pays sous-développés. En fait, si du point de vue de la croissance économique, le libéralisme correspondait bien aux conditions qui existaient en Grande-Bretagne depuis 1815, il avait justement le défaut d'avoir été confectionné sur mesures britanniques avec la conséquence qu'il ne convenait guère ailleurs, pas même à la jeune république américaine, encore sous-développée, où il se trouvait déjà en butte aux attaques des théoriciens.

Il ne convenait pas non plus aux pays asiatiques, ni aux Indes sous domination britannique, pays que l'auteur prend en exemple (chapitre II). On y voit que la politique économique ultra-libérale appliquée en Inde par l'Angleterre de la période post-napoléonienne, se distinguait à peine de la pire politique mercantiliste des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. «Ce qui rend le dossier indien particulièrement instructif, c'est qu'il illustre un important chapitre de l'histoire du libéralisme économique et qu'il justifie, en quelque sorte, l'observation de Leland Jenks disant que «le monde ne connut jamais exactement un régime de liberté économique tel que les apparences le laissaient supposer». «Politiquement et moralement, il se présentait encore bien moins comme un théâtre d'activités où des principes universels et rationnels de paix, de justice et de progrès ordonné escortaient automatiquement la livre sterling». En fait, le libéralisme économique n'a jamais pu s'implanter dans les pays sous-développés auxquels il ne convenait pas. Dans les pays développés eux-mêmes, sa mise en déroute, commencée avec la crise mondiale de 1873, se consomme au cours de la crise des années 1930. «Avec le déclenchement de la grande crise mondiale et l'essor des idées keynesiennes, aucun pays n'ose plus tolérer que ses forces économiques internes soient désormais conditionnées par des réflexes automatiques venant d'au delà de ses frontières». Ainsi, vers la fin de la Grande Crise, avec l'effondrement du libéralisme économique, la notion de planification centrale a acquis un prestige certain, également dû au succès des plans quinquennaux soviétiques.

Un dernier chapitre complète cette vue d'ensemble par un examen des données et des théories relatives à l'apparition, dans les régions sous-développées, d'un système de planisme d'ordre structurel et financier. Il étudie le phénomène de l'absorption de vastes champs d'activité par le secteur public, où les investissements, les décisions des entrepreneurs et les allocations de facteurs de production sont effectués non sur la base de prévisions de bénéfices maxima, mais d'après un tableau de priorité d'ordre macro-économique.

En conclusion, disons que dans ce travail, l'auteur a essayé de démontrer «que la planification économique des pays sous-développés est devenue une force sociale irrésistible et irréversible. La question du libéralisme économique et de ses rapports avec les pays insuffisamment développés ne se pose pas. Nous ne pourrions pas ressusciter ce qui est mort.

«En dernière analyse, dans ces pays, l'avenir sera-t-il déterminé par les conceptions démocratiques? Cela dépendra de plusieurs conditions. D'abord et avant tout de la conjoncture des principaux pays capitalistes, car une autre catastrophe analogue à celle de 1929 conduirait sans doute à une planification totale dans les pays sous-développés.»

Camille Martin

**Economic Backwardness and Economic Growth**, par HARVEY LEIBENSTEIN. Un vol., 6½ po. × 9½, relié, 295 pages. — JOHN WILEY AND SONS, INC., New-York, 1957. (\$6.75).

Les éditeurs ont une bien agréable habitude. Ils «vantent leur marchandise» sur les pages de couverture de l'ouvrage dont ils effectuent la publication. De